

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 01/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **SIVOM agglo mulhousienne Sausheim - UIOM**

25 avenue Kennedy  
BP2287  
68100 Mulhouse

Références : 0006702209\_2024\_03\_18\_UIOM Sausheim\_VIIC\_incendie  
Code AIOT : 0006702209

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2024 dans l'établissement SIVOM agglo mulhousienne Sausheim - UIOM implanté 1 route de Chalampé 68390 Sausheim. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a fait suite à un départ de feu survenu sur un bardage entre les fosses à déchets le vendredi 15 mars 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIVOM agglo mulhousienne Sausheim - UIOM
- 1 route de Chalampé 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006702209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est une usine de valorisation énergétique (incinérateur de déchets non dangereux, déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) , ...).

## Contexte de l'inspection :

- Accident

## Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Demande d'action corrective	15 jours
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 16.2	Prescriptions complémentaires	
3	Formation aux équipements contre l'incendie / Exercices incendie	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 15.7	Demande d'action corrective	1 mois
4	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a donné lieu à des demandes d'actions correctives relatives à la réalisation des exercices incendie et à la formalisation de certaines vérifications périodiques des moyens incendie.

Des prescriptions complémentaires sont également proposées afin de compléter les prescriptions relatives aux moyens incendie mis en œuvre dans l'installation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un

rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Les éléments suivants relatifs à l'incident ont été rapportés à l'Inspection:

- un incendie s'est déclenché le 15 mars 2024 aux alentours de 20h30 ;
- le feu est resté limité à la zone située sur le rebord extérieur de la trémie du broyeur, elle-même située au-dessus de la fosse à déchets « préparés », sur des déchets tombés lors de l'utilisation du grappin ;
- le feu a été circonscrit à la zone et éteint avec les moyens disponibles (canon à eau et Réseau Incendie Armés (RIA)), mais il a repris vers 21h30 ;
- les pompiers ont été contactés à 21h45 et sont intervenus à 22h ;
- le feu a été maîtrisé avec les moyens présents dans les installations (canon à eau, branchement des lances des pompiers sur le réseau sous pression) et les pompiers ont quitté les lieux à 1h le 16 mars après validation de la bonne extinction du feu à l'aide de caméras thermiques.

Il a été indiqué que des difficultés ont été rencontrées au début de l'intervention pour bien faire fonctionner le canon à eau. D'après l'exploitant, un nettoyage (dépoussiérage) a été réalisé à la demande des pompiers, puis celui-ci a pu être utilisé en mode « jet bâton ».

L'origine de l'incendie n'a pas pu être déterminée à ce stade.

Concernant les conséquences sur l'environnement, l'exploitant a indiqué que les eaux d'extinction se sont écoulées dans la fosse des déchets « préparés ». L'eau sera absorbée par les déchets qui seront incinérés. Le volume d'eau utilisé n'a pas pu être précisé au cours du contrôle.

Concernant les fumées, d'après l'exploitant, les installations n'ayant pas été mises à l'arrêt, les fumées ont principalement été aspirées via le procédé, le hall étant en dépression, puis traitées par les installations (une partie minime a toutefois pu être évacuée après ouverture des dispositifs de désenfumage).

L'incident n'a pas eu d'impact humain et matériel.

Un rapport d'incident a été demandé au cours du contrôle. L'exploitant a communiqué un rapport d'incident par courriel du 19 mars 2024. Toutefois, celui-ci ne comporte pas les éléments suivants :

- les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire (enseignements tirés, améliorations de la sécurité, ...).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de communiquer la fiche d'incident, selon le modèle de fiche notification du BARPI, dans le délai précisé ci-dessous.

<p>Le rapport précisera notamment les améliorations tirées du retour d'expérience (modalités de test des canons à eau et entretien, ...).</p> <p>À cet égard, l'Inspection considère que les éléments relatifs aux difficultés rencontrées pour faire fonctionner le canon à eau dans le mode adapté nécessitent d'être analysés et qu'il convient d'en tirer le retour d'expérience (entretien, modalités de test, ...).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 16.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets stockés.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article.</p> <p>Article 15 de l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux</p> <p>[...]</p> <p>L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés. L'arrêté préfectoral précise les prescriptions en la matière.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de moyens spécifiques au niveau des fosses à déchets, constitués notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un canon à eau au niveau de chaque fosse à déchets ;</li> <li>• un réseau d'incendie armé (RIA).</li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le dimensionnement des canons à eau (pression, ...).</p> <p>Les canons à eau permettent une prise en charge rapide en cas de départ de feu au niveau des fosses à déchets et représentent ainsi un élément important des moyens incendie mis en œuvre.</p> <p>L'Inspection observe que les prescriptions de l'arrêté préfectoral sont insuffisamment détaillées, pour ce qui concerne les moyens spécifiques mis en œuvre au niveau des fosses à déchets.</p> <p>Il est proposé de renforcer la prescription relative aux moyens incendie par l'intermédiaire de prescriptions complémentaires portant notamment sur les aspects suivants :</p>

- Les moyens incendie mis en œuvre dans l'installation sont déterminés par l'exploitant sur la base d'une analyse des risques et précisés dans une procédure, communiquée à l'Inspection des installations classées. Leur dimensionnement est justifié dans cette procédure.  
Ces moyens sont mis en œuvre, sauf avis contraire de l'Inspection.

Par ailleurs, il est également proposé d'actualiser les prescriptions relatives aux poteaux incendie, compte tenu des éléments communiqués par l'exploitant à la suite de la mise en demeure du 27 octobre 2020.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

### N° 3 : Formation aux équipements contre l'incendie / Exercices incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 15.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Règles d'exploitation et consignes

**Prescription contrôlée :**

Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que la formation à la lutte contre l'incendie consiste en deux formations:

- l'une organisée avec l'aide d'un prestataire externe, portant sur l'utilisation des extincteurs incendie ;
- l'autre, interne, portant sur l'utilisation des canons à eaux.

Pour cette dernière formation, le contenu et la fréquence n'ont pas pu être justifiés, l'exploitant ayant indiqué que les démarches réalisées ne sont pas formalisées.

Concernant les exercices incendie, l'exploitant a communiqué après le contrôle, un tableau recensant les exercices aux situations d'urgence.

Il apparaît que les exercices portent essentiellement sur l'évacuation incendie. Ces exercices ne répondent pas à l'objectif fixé par la présente prescription (mise en œuvre des consignes relatives aux équipements et matériels de lutte contre l'incendie). Le dernier exercice incendie consigné remonte à mai 2022 (incendie en fosse).

L'exploitant a indiqué qu'il valorise également les divers incidents rencontrés au cours du fonctionnement des installations.

Il a communiqué après le contrôle un tableau recensant les départs de feu survenus au sein des installations. Ainsi, six départs de feu ont été recensés en 2023, dont un ayant nécessité l'utilisation des canons à eau le 10 août 2023.

Les éléments présentés ne font pas apparaître d'observations particulières relatives à la mise en œuvre des moyens incendie (ni de retour d'expérience). De plus, aucun incident n'est recensé entre février 2022 et juin 2023. Ainsi, même en considérant les incidents, aucun exercice sollicitant les moyens incendie n'a été réalisé de mai 2022 à juin 2023.

En l'état, les dispositions mises en œuvre en matière d'exercices relatifs aux moyens incendie sont insuffisants pour répondre à la prescription précitée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant formalise la formation à l'utilisation de l'ensemble des moyens incendie (ex : canons à eau) des opérateurs concernés dans le délai précisé ci-dessous et qu'il en assure une traçabilité.

S'agissant d'aspects documentaires, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

Concernant les exercices incendie, il convient que l'exploitant organise périodiquement des exercices impliquant la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie.

Les exercices doivent répondre à des objectifs définis, un retour d'expérience doit en être issu et les personnes concernées doivent être identifiées.

En outre, les exercices doivent permettre, sur la durée, de mettre en œuvre l'ensemble des moyens disponibles. Si des incidents sont valorisés ponctuellement, il convient d'en formaliser une analyse afin de les prendre en compte dans ce cadre (ce qui peut par exemple être réalisé pour le dernier incident).

Il convient que l'exploitant réalise un exercice dans le délai indiqué ci-dessous ou, s'il souhaite valoriser l'incident du 15 mars 2024, qu'il en fasse une analyse appropriée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

**Prescription contrôlée :**

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

[...]

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

Pour les canons à eau, l'exploitant fait intervenir un prestataire en contrôles incendie à une fréquence semestrielle pour la vérification.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la fréquence de vérification mise en œuvre (recommandation constructeur, notice d'utilisation, ...).

Les derniers contrôles ont été réalisés en avril et en octobre 2023.

Les rapports consultés ne comprennent pas de test de débits et de test des deux modes présents sur chaque canon (en jet direct ou en aspersion large).

Ces vérifications sont complétées par des tests réalisés par les opérateurs du site à une fréquence hebdomadaire. L'exploitant indique toutefois que les tests ne sont pas réalisés

sur les deux modes de fonctionnement des canons à eau.  
L'exploitant a présenté des enregistrements relatifs à ces tests.  
L'Inspection relève que seule la mention « ok » est indiquée sur les documents présentés.  
La nature des tests réalisés et les modes utilisés ne sont pas précisés sur les enregistrements.  
Il n'existe pas non plus de mode opératoire détaillant les tests à réaliser (modes utilisés, objectifs du test, éléments pour déterminer la conformité du test).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de formaliser les conditions d'entretien et de vérification des canons à eau dans une procédure.

Elle précisera notamment les modalités opérationnelles de test.

Les fréquences de vérification / entretien y seront justifiées et les référentiels utilisés pour les déterminer y seront précisés.

Il est par ailleurs proposé de compléter les prescriptions relatives à l'entretien et à la vérification des moyens incendie avec les éléments suivants :

- La procédure relative aux moyens incendie précise, pour les différents moyens identifiés, les fréquences et les modalités d'entretien et de vérification périodique. Les référentiels sur la base desquelles ces éléments sont déterminés y sont précisés.

S'agissant d'aspects documentaires, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois